

print

Le chemin de Damas des pays occidentaux à Lough Erne : Un sursis pour le peuple syrien avec l'échec de Doha

De [Chems Eddine Chitour](#)

Global Research, juin 25, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-chemin-de-damas-des-pays-occidentaux-a-lough-erne-un-sursis-pour-le-peuple-syrien-avec-lechec-de-doha/5340411>

«Si chacun balayait devant sa porte, comme la ville serait propre!»

Proverbe russe

Lundi 17 juin les huit, pays les plus industrialisés se sont retrouvés pour un sommet en Irlande. L'unanimisme de façade du G8 sur le fléau de l'invasion fiscale que le néolibéralisme tente d'endiguer dans ses excès, a volé en éclats quand il s'est agi de la Syrie. Le voeu des vassaux d'imposer un espace interdit à l'aviation de la Syrie comme aux plus beaux jours de l'aventure BHL-sarkozienne qui a abouti à l'assassinat d'El Gueddafi.

Le problème de l'évasion fiscale

On nous dit que Les dirigeants des grandes puissances du G8 se sont séparés, mardi 18 juin, au terme de deux jours de sommet en affichant un front uni pour "combattre le fléau de l'évasion fiscale" qui n'a néanmoins pas masqué leurs désaccords profonds sur le conflit syrien. (...) États-Unis, Russie, Japon, France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Canada se sont engagés à mettre en place un échange automatique d'informations, dans une déclaration commune rendue publique mardi. La "déclaration de Lough Erne", doit faire en sorte que "ceux qui veulent échapper à l'impôt n'aient nul part où aller", a conclu le Premier ministre britannique, David Cameron. Le G8 s'attaque donc aux sociétés-écrans et aux placements offshores par la nécessité de "savoir qui les détient vraiment" tout en exigeant que "les administrations fiscales et les autorités chargées de faire respecter la loi soient en mesure d'obtenir ces informations facilement". Pour ce faire, "les Etats doivent modifier les réglementations qui permettent aux entreprises de transférer leurs bénéfices d'un pays à l'autre pour échapper à l'impôt". (...) Enfin, le G8 a promis de nouvelles normes pour éviter que les multinationales comme Google, Apple, Starbucks ou Amazon échappent à l'impôt par le biais de mécanismes sophistiqués d'optimisation fiscale.»(1)

Comment faire? Le G8 a la solution. Dans ce domaine nous dit-on «les dirigeants ont pour ambition commune d'imposer l'échange automatique de données bancaires et fiscales entre pays, sur tous les contribuables. Et ce, jusque dans les paradis fiscaux et les pays à secret bancaire de tradition, où ces derniers pourraient dissimuler des avoirs. Les membres du G8 étant tous d'accord pour aller vers l'échange automatique, de la Russie au Japon, il s'agit d'amorcer une dynamique d'ici le G20 de septembre à Saint-Pétersbourg. (2)

Le «Chemin de Damas» des puissants du G7

L'autre sujet qui a focalisé l'attention est la plaie sanguinolente du peuple syrien victime d'un conflit qui le dépasse. Celui d'un redécoupage du monde comme au bon vieux temps de Sykes-Picot il y a de cela un siècle. Pourtant, le verdict d'une

solution à la libyenne avec lynchage à la clé ne fut pas retenu. A bien des égards la «conversion» à la solution de la paix concernant le conflit syrien des pays européens au premier rang desquels se trouvent les boute-feux anglais et français, s'apparente à celle de Paul sur le chemin de Damas.

Le Père Marchadour, bibliste, nous rappelle les circonstances du revirement de Paul: «Paul est un jeune homme d'à peu près 35 ans. Né dans la diaspora, il a vécu dans un environnement culturel hellénistique, tout en étant fortement protégé dans son identité juive. (...) Saül a été formé pour pratiquer et faire respecter la tradition pharisienne, en particulier dans toutes les exigences de la Loi. C'est son zèle pour la Torah qui explique son hostilité contre les disciples de Jésus. et la "persécution" qu'il mène contre l'Église. Quel genre d'intervention musclée pouvait-il se permettre alors que Rome avait le monopole des arrestations, des incarcérations et des exécutions? À moins que ce soit un genre de lynchage populaire, commis hors légalité, comme ce fut le cas pour Étienne (...) Et voici que son combat, qu'il croit sincèrement conforme au projet de son Dieu, est remis en question radicalement à la suite de l'irruption de Jésus dans sa vie, à la fois fracassante et discrète. (...) L'homme, plein de certitudes sur son Dieu, se fait renverser sur le chemin de Damas. "Saül, Saül, pourquoi me persécutes-tu? Je suis Jésus que tu persécutes." (3)

Souvenons-nous, il s'agissait -maintenant que la ligne rouge était franchie pour Bachar El Assad accusé avoir utilisé du gaz sarin avec des preuves ramenées par des journalistes du Monde et par la CIA- de passer à l'étape suivante à confier à l'Otan... Comme l'écrit Manlio Dinucci: «Les «preuves» ont été fournies par la CIA, la même qui, il y a dix ans, fournit la documentation photographique, montrée par Colin Powell au Conseil de sécurité, sur la possession par l'Irak de 500 tonnes d'armes chimiques et biologiques (...) Mais désormais, les jeux étaient faits: les «preuves» de la Cia avaient servi à justifier la guerre contre l'Irak. Peu importe donc si, une fois la guerre gagnée contre la Syrie, on découvrirait que ce sont les «rebelles» qui ont utilisé des armes chimiques, comme a déclaré Carla Del Ponte de la Commission ONU sur les crimes de guerre. (...) D'après le jugement sans appel de Washington, la Syrie a franchi la «ligne rouge» et le président Obama, à contrecœur, a décidé de fournir des armes aux «rebelles». En dissimulant le fait, émergé de l'enquête du New York Times (26 mars), que depuis janvier 2012 la CIA fournit des armes aux «rebelles», en les faisant arriver par un pont aérien en Turquie et Jordanie et en entraînant là les forces infiltrées en Syrie. (...) La no-fly zone sera imposée par les chasseurs étasuniens qui, décollant de Jordanie et des porte-avions, pourront détruire avec leurs missiles les avions et les défenses anti-aériennes de la Syrie sans survoler son territoire. La no-fly zone, donc, «ne requerra pas une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU».(4)

La veille de l'arrivée en Irlande des membres du G8, la presse main stream martelait avec zèle sur le fait que le sommet allait décider de la mise à mort définitive du peuple syrien par la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne qui comme chacun sait a été le compte à rebours en Libye pour le lynchage d'El Gueddafi. Non seulement il n'y eut pas de lynchage, mais les vassaux furent contraints et forcés de faire marche arrière pour -sauver à défaut du peuple syrien- le sommet irlandais. Que s'est-il passé? Une phrase permet d'expliquer le tout. Vladimir Poutine a réussi à «convaincre» ses partenaires du G8 qu'il faut raison garder et qu'il faut militer plus que jamais pour la solution politique. Le G8 s'est joué à "sept contre un" sur le dossier syrien: les Occidentaux, qui espéraient infléchir la position de Moscou, se sont heurtés à un Vladimir Poutine farouchement déterminé à éviter l'escalade à tout prix.

Signe des tensions persistantes, les membres du G8 se suffirent du plus petit

dénominateur commun dans leur déclaration, à savoir trouver "une solution politique à la crise, basée sur une vision d'une Syrie démocratique" et comprenant toutes les parties au conflit. La tenue d'une conférence de paix sur la Syrie, maintes fois repoussée, qui se fera "dès que ce sera possible" mentionne le communiqué.

Ultime revirement: lors de sa rencontre avec la presse française, François Hollande déclare: «Nous savons que nous ne sommes pas d'accord avec Poutine sur, à la fois, les livraisons d'armes, les armes chimiques, la question du rapport au régime syrien. Donc, ce qu'il nous faut faire, tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui sont ici, c'est d'aller vers une solution politique à travers la conférence de Genève, chacun devant faire pression sur ceux qui sont les plus proches pour Vladimir Poutine, le régime syrien, et pour nous, l'opposition, pour qu'il puisse y avoir une conférence qui débouche véritablement sur une solution.»(5)

La détermination de Poutine tsar de toutes les Russies à sauver la paix

«Les membres du G8 se félicitent d'avoir obtenu l'adhésion du président russe à un engagement en faveur d'un processus de paix et d'une transition politique.» Curieusement, la conférence se félicite que Poutine veuille bien accepter la proposition qu'il a lui-même faite depuis le début... Le journal Le Figaro relate justement, avec amertume la reddition du G7 devant la Russie, nous lisons: «Vladimir Poutine aura finalement réussi à reléguer à l'arrière-plan l'option d'armer les rebelles syriens, qui prévalait pourtant, la semaine dernière après le soutien américain à la proposition franco-britannique. À la place, les membres du G8 se félicitent d'avoir obtenu l'adhésion du président russe à un engagement en faveur d'un processus de paix et d'une transition politique, sans autre arrêté de date que «dès que possible». L'échéance de juillet est oubliée, des dirigeants évoquent maintenant août ou septembre ».(6)

« Cette déclaration en sept points met l'accent sur la convocation de la conférence dite de Genève 2, prévoit d'accroître l'aide humanitaire aux réfugiés, demande la création d'un gouvernement de transition et condamne l'usage d'armes chimiques – qui devra, selon le G8, faire l'objet d'une enquête internationale sous l'égide de l'ONU. Elle ne fait en revanche pas référence au départ d'Assad, tout en lançant un appel à ses fidèles qui souhaiteraient désertir. Les leaders du G8 estiment avoir sauvé la face plutôt que de se séparer sans accord, et se targuent d'avoir ramené Poutine à la table des négociations après plusieurs entretiens bilatéraux très tendus. François Hollande a beau jeu, du coup, de souligner son devoir de continuer à soutenir l'opposition «par tous moyens, humanitaires, matériels, politiques». Mais pas militaires.(...) En retrait par rapport à ces derniers jours, a plaidé auprès de François Hollande lors de leur rencontre bilatérale à la fin du sommet qu'une intervention militaire n'était «pas d'actualité».(6)

Autre point marqué par Moscou, Hollande n'exclut plus la présence des Iraniens à la conférence de Genève 2. Le G8 a, par ailleurs, pris acte du poids grandissant des jihadistes dans la rébellion, s'inquiétant de «la menace grandissante du terrorisme et de l'extrémisme en Syrie et de la nature de plus en plus intercommunautaire du conflit». Une formule sur laquelle pourra s'appuyer Damas, qui n'a de cesse de répéter qu'il lutte contre des «terroristes». David Cameron a souligné qu'un gouvernement de transition devrait être non confessionnel. (...) Pris au piège de leurs positions aussi intransigeantes qu'intenables, les Occidentaux se sont déjugés: plus de ligne rouge, plus d'exigence du départ d'Assad, plus d'absence de l'Iran aux débats Le monde a changé, il est grand temps de s'en rendre compte. L'Occident a subi une humiliation presque sans précédent et il faudra choisir, soit la solution politique, soit armer les rebelles, ce qu'il font déjà, et se préparer à une guerre mondiale. Dans le communiqué on lit: «La menace de la

livraison d'armes ne sert plus que de levier pour faire pression sur Assad en vue d'obtenir la conférence de Genève, désormais seule priorité.» Comment peut-on déclarer cela, une chose pareille alors que Assad est d'accord pour cette réunion, et que les seuls qui y sont opposés, c'est justement les rebelles?» (6)

«Ich bine ein Berliner» versus «Nous sommes avec le peuple syrien»

Ces deux phrases, la première prononcée est célèbre, la deuxième aurait pu être le bréviaire des chercheurs de paix au G8. Souvenons-nous le 26 juin 1963, John Kennedy débarque à Berlin-Ouest. En pleine Guerre froide, le président américain prononce ces quatre mots restés si célèbres: «Ich bin ein Berliner» qui à l'époque était synonyme de résilience...

Après le sommet du G8, Obama est parti en Allemagne. «Comme en écho à ses prédécesseurs, écrit Patrick Saint Paul, il a choisi Berlin-Est pour tenter de marquer l'histoire de son empreinte. (...) En 1987, le président Ronald Reagan avait provoqué l'incrédulité en lançant son appel au numéro un soviétique: «M.Gorbatchev, abattez ce Mur. Ouvrez cette porte.» Mercredi, Obama a appelé à tourner définitivement la page de la Guerre froide avec une réduction des arsenaux stratégiques nucléaires américain et russe. Cependant, il s'est gardé d'interpeller directement Vladimir Poutine, évitant d'user d'une rhétorique à la Reagan, après l'ambiance glaciale qui a régné entre lui et le président russe lors du G8, lundi et mardi en Irlande du Nord. (...) Cinquante ans presque, jour pour jour, après le «Ich bin ein Berliner» de John F. Kennedy, l'actuel président américain a dit vouloir s'inspirer de l'esprit de Berlin, dont les habitants ont pris en main leur destin pour surmonter des obstacles immenses. «Alors que nous restons vigilants à propos de la menace terroriste, nous devons dépasser l'état d'esprit de guerre perpétuelle aux États-Unis et cela implique de redoubler d'efforts pour fermer la prison de Guantanamo. Cela implique de contrôler l'utilisation de nouvelles technologies comme les drones et de rechercher le bon équilibre entre la quête de sécurité et la protection de la sphère privée.» Ajoutant: «Le Mur appartient à l'Histoire (...), maintenant, c'est à nous d'écrire l'Histoire.» (7)

«Nous sommes avec le peuple syrien!» Cette phrase résume le sacerdoce de Vladimir Poutine sur la façon élégante avec laquelle il a résisté au sommet du G8 à ceux qui voulaient en découdre à tout prix. La vérité est que Poutine seul face à sept puissances imbues de la volonté de l'hyperpuissance a résisté et a vaincu car sa cause est juste. L'Occident sait que l'opposition, qui sans Al Nosra, ne vaut militairement rien, en plus, elle est en train de s'effondrer militairement et politiquement depuis sa dislocation à Al Quassair. De l'autre côté, vous avez une armée du peuple soudée et unie derrière son président qui, militairement grignote du terrain avec des opérations chirurgicales et avance politiquement vers Genève avec une délégation, une vision et un plan. De l'aveu même de l'Otan, Bachar El Assad bénéficie du soutien de plus de 70% de la population.

Le fiasco de la réunion de Doha

Il y a un an on parlait d'une chute imminente de la Syrie . 120 nations étaient représentées à la réunion du 6 juillet 2012 à Paris ; Un an plus tard c'est le fiasco : « Les « Amis de la Syrie » sont invités à se réunir, le 22 juin 2013, à Doha (Qatar). L'ordre du jour porte sur les livraisons d'armes à l'« Armée syrienne libre », en présence de son « chef d'état-major », le général Salim Idriss ». (8)

La réunion des « Amis de la Syrie », le samedi 22 juin 2013, à Doha (Qatar), s'est soldée de ce fait par un échec. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis avaient annoncé lors du G8 de Lough Erne qu'ils allaient armer officiellement l'Armée syrienne libre. Celle-ci avait fait connaître, le 14 juin, la liste des armes et munitions dont elle avait besoin. Or, non seulement la réunion n'a rassemblé que

11 membres sur 121, mais elle n'est pas parvenue à prendre la responsabilité de la livraison officielle d'armes en violation des résolutions des Nations Unies ».(8)

La veille lit-on sur le réseau Voltaire, Paulo Pinheiro, président de la Commission d'enquête du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme sur la Syrie, avait indiqué que la responsabilité personnelle des dirigeants occidentaux serait engagée en cas de crimes commis par les « *rebelles* » avec ces armes. Selon le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, deux États membres se seraient formellement opposés aux livraisons officielles d'armes. Selon son homologue britannique, William Hague, le Royaume-Uni serait l'un d'entre eux. Londres aurait ainsi changé de position. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis soutiennent en effet que le gouvernement syrien a fait usage de cette arme. Leurs « *preuves* », transmises à la Russie et à l'ONU ont été accueillies avec scepticisme car elles ne correspondent pas aux normes internationales. Une commission d'enquête des Nations Unies a été décidée à ce sujet lors du G8 de Lough Erne ».(9)

Rappelons justement la position onusienne par la bouche de Paulo Pinheiro, président de la Commission d'enquête du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme sur la Syrie, qui a déclaré à la presse, le 21 juin 2013, qu'en cas de livraison d'armes aux rebelles syriens, la responsabilité des États pourvoyeurs serait engagée en cas de « crimes de guerre » ou de « crimes contre l'humanité ». La livraison d'armes aux rebelles syriens viole les résolutions de l'ONU. Elle ouvre la possibilité aux familles de victimes de poursuivre nommément devant la Cour pénale internationale les dirigeants qui en prendraient la décision, et à la Syrie de poursuivre leurs États devant la Cour internationale de Justice. Cette déclaration intervient à la veille de la réunion des « Amis de la Syrie » à Doha (Qatar) autour du « chef d'état-major de l'Armée syrienne libre » pour débattre de possibles livraisons d'armes ».(10)

Rappelons aussi que lors du sommet du G8 à Lough Erne, le président Vladimir V. Poutine a rappelé que la livraison d'armes aux groupes armés en Syrie viole le droit international et expose ceux qui s'en rendent coupables à des poursuites devant les tribunaux internationaux.

Pourquoi le fusible du Qatar ? Echec de Doha

Le politologue spécialiste de la région Mena, René Naba pense que l'Emir qui vient d'être débarqué n'a pas respecté le deal tracé par l'empire et qu'il est en partie par ses intrigues et ses contacts sulfureux à la base de l'échec de la Réunion de Doha: « Le dégageant politique de l'émir du Qatar, par voie de l'évacuation sanitaire, a été programmé, contraignant le souverain à céder son trône, en pleine gloire, en pleine force de l'âge, à son fils cadet, le prince Tamim, une transmission de pouvoir inédite dans les annales des pétromonarchies gérontocratiques du Golfe.

René Naba, ajoute que les destitutions sont une constante de la politique impériale d'abord du Royaume Uni est plus tard des Etats Unis : « « Une destitution comparable à celle décrétée par les Anglais dans la décennie 1950 à l'encontre du Roi Talal de Jordanie, en faveur de son fils Hussein, plus sensible aux intérêts de la couronne britannique; comparable à celle décrétée par les Anglais en 1970 à l'encontre du Sultan Saïd d'Oman oncle du Sultan Qabous. (...) » (11)

Les causes sont multiples pour René Naba : « (...) Plus précisément, la sanction de l'échec d'un trublion qui aura plus que quiconque assuré la promotion du djihadisme erratique, exacerbé l'antagonisme religieux inter- musulman (sunnite-chiite), accentué la défragmentation du monde arabe et sa soumission à l'impérialisme atlantiste, tout en plaçant le monde au bord d'une conflagration régionale.(...) Selon les indiscretions de la presse arabe, l'éviction de l'émir constituerait la

sanction de ses trop graves dérives tant en ce qui concerne son ferme soutien au djihadisme que sa boulimie affairiste dans ses investissements occidentaux. Le souverain se serait en effet vu notifier son ordre d'évacuation du pouvoir par un haut responsable de la CIA, dépêché spécialement par Barack Obama pour lui signifier l'ordre présidentiel américain après la découverte dans la cache d'Oussama Ben Laden de documents attestant que le financier du chef d'Al Qaida serait un citoyen du Qatar, cousin du ministre de la culture, Hamad Al Kawari (11).

« (...)Les soupçons sur le Qatar pesaient depuis l'invasion de l'Irak au point que le président Georges Bush jr n'a pas hésité à bombarder le siège d'Al Jazira à Bagdad et s'apprêtait à en faire de même sur le siège central de la chaîne transfrontière arabe à Doha. L'oukaze américain, «non négociable», aurait prescrit un dégagement simultané de l'émir et de son Premier ministre, Hamad Ben Jassem. Le processus de transition devrait commencer l'été 2013 de manière à coïncider avec le début de la période du jeûne du mois de Ramadan et s'achever fin août, date de la reprise des activités du calendrier diplomatique international. Selon la version de la presse arabe, le délégué de la CIA aurait offert le choix suivant à l'émir, soit le gel des avoirs financiers de l'émirat dans le monde, soit sa destitution. Autrement dit, la mort financière de l'émirat ou la mort politique de l'émir, motivant cette sanction par le fait que le tandem avait «outrepasé son rôle en Syrie et dans son soutien au djihadisme», de même que son soutien tonitruant aux néo-islamistes au pouvoir en Tunisie et en Egypte ».(11)

On le voit le conflit latent entre l'Occident et la Russie héritière de l'Union soviétique, lors du G8, a vu le renouveau de la Russie et du tsar Poutine. L'Occident, sûr de lui, a enterré un peu trop tôt la Russie et l'âme de résilience des Russes dont parle si bien Dostoïevski. Qu'il se souvienne de la retraite de Russie et de la bataille de Stalingrad. On a bien senti que plus rien ne sera comme avant. Pourtant, il est inquiétant de constater comment les pays occidentaux ont accepté de faire marche arrière. Cela cache justement quelque chose !

René Naba pense que le sacrifice de l'Emir du Qatar est un signe : « Le fusible Qatar pourrait ainsi apparaître rétrospectivement comme un geste de bonne volonté à l'égard des autres protagonistes du conflit syrien, particulièrement le groupe BRICS, avec lequel le camp atlantiste se doit impérativement de procéder à une redistribution des cartes sur la scène internationale en vue de sa stabilisation, alors que les Etats-Unis opèrent un redéploiement vers le Pacifique, leur terrain de compétition majeur du XXIe siècle, avec leur grand rival chinois. Avec l'espoir de demander à la Russie un geste équivalent concernant le président syrien. Un renvoi dos à dos Khalifa-Bachar, un jeu à somme nulle... en somme, sauf pour ses victimes de ce jeu de massacre transrégional ».(11)

Il est à espérer, cependant, que malgré toutes les manœuvres, les négociations de Genève se tiennent et aboutissent à une solution où l'alternance est consacrée pour le plus grand bien du peuple syrien. Amen!

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger enp-edu.dz

1. Le G8 uni sur l'évasion fiscale mais divisé sur la Syrie Le Monde.fr avec AFP 18.06.2013

2. L'échange automatique des données bancaires, une priorité du G8. Le Monde 17.06.2013

3. <http://www.croire.com/Definitions/Bible/Saint-Paul/Le-retournement-de-Paul-sur-le-chemin-de-Damas>

4. Manlio Dinucci <http://www.mondialisation.ca/lart-de-la-guerre-le-lion-impatient-de-mettre-en-pieces-sa-proie/5339616>
5. http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/06/17/syrie-hollande-veut-mettre-la-pression-sur-la-russie_3431520_823448.html
6. http://www.lefigaro.fr/international/2013/06/18/01003-20130618ARTFIG00669-g8-poutine-resiste-aux-occidentaux-sur-la-syrie.php?m_i=SfVSoIOMcPja8_oJPMMTuonVCU8FLTzGZvbgRiZFjysu4%2BjSm
7. http://www.lefigaro.fr/international/2013/06/19/01003-20130619ARTFIG00613-obama-a-berlin-dans-les-pas-de-jfk-et-de-reagan.php?m_i=pMmpSnwuGsmunD1yYa47k_ncbYvyEVND4WoU4KZ0ShgE9XCVF
8. Amis de la Syrie » à Doha : 110 absents sur 121 membres <http://www.voltairenet.org/article179039.html> 21 juin 2013
9. <http://www.voltairenet.org/article179086.html>
10. Livraisons d'armes aux « rebelles syriens » : co-responsabilité en cas de crimes <http://www.voltairenet.org/article179070.html> <http://www.voltairenet.org/article179070.html> 22 juin 2013
11. http://oumma.com/La-finemir?utm_source=Oumma+Media&utm_campaign=6fb4e4a4d7-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_8d43878bbe-6fb4e4a4d7-80765081

Copyright © 2013 Global Research